



Conférence des États parties à la Convention des Nations Unies contre la corruption

Distr. générale
15 mai 2012
Français
Original: anglais

Groupe d'examen de l'application

Troisième session

Vienne, 18-22 juin 2012

Point 2 de l'ordre du jour provisoire*

**Examen de l'application de la Convention
des Nations Unies contre la corruption**

Résumé analytique

Note du Secrétariat

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction	2
II. Résumé analytique	2
Australie.....	2

* CAC/COSP/IRG/2012/1.



I. Introduction

1. Le présent document du Groupe d'examen de l'application est publié conformément au paragraphe 36 des termes de référence du Mécanisme d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption (annexe de la résolution 3/1 de la Conférence des États parties).
2. Le résumé analytique qu'il contient correspond à un examen de pays réalisé pendant la deuxième année du premier cycle d'examen. D'autres résumés analytiques relatifs à la même année du même cycle seront publiés dans des additifs à la présente note.

II. Résumé analytique

Australie

Système juridique

La Convention des Nations Unies contre la corruption a été signée par l'Australie le 9 décembre 2003 et ratifiée par le Parlement du pays le 7 décembre 2005. Le pouvoir de conclure des traités est dévolu à l'exécutif en application de l'article 61 de la Constitution australienne.

L'Australie a un système fédéral à trois niveaux: État fédéral, États fédérés et niveau local. C'est une démocratie constitutionnelle fondée sur le système de Westminster, qui prévoit des contre-pouvoirs pour prévenir la corruption. L'examen de pays n'a porté que sur le niveau fédéral.

En vertu de la Constitution, le pouvoir est divisé entre trois branches distinctes: législative, exécutive et judiciaire.

Aperçu du cadre juridique et institutionnel australien de lutte contre la corruption

L'Australie compte plusieurs entités chargées de prévenir et de détecter la corruption, dont la Commission pour l'intégrité des agents de détection et de répression (ACLEI), la Commission contre la criminalité (ACC), le médiateur (Commonwealth Ombudsman) et la police fédérale (AFP). L'approche du Gouvernement repose sur l'idée qu'aucun organisme ne doit assumer seul la responsabilité de la lutte contre la corruption. Toutes les administrations publiques doivent avoir des programmes visant à prévenir et à signaler les actes de corruption.

APPLICATION DES CHAPITRES III ET IV

Incrimination, détection et répression (chapitre III)

2.1.1. Principales conclusions et observations

Infractions de corruption; trafic d'influence (articles 15, 16, 18 et 21)

La corruption d'un agent public australien est une infraction pénale qui inclut dans son champ d'application de très nombreuses catégories d'agents publics fédéraux et

divers agissements consistant à octroyer ou à accepter un avantage ou à causer des pertes. L'acceptation par un agent public d'un avantage indu en échange de son influence, qu'elle soit réelle ou subjective, dans l'exercice de ses fonctions constitue également une infraction pénale.

L'Australie continue d'améliorer ses mesures visant à lutter contre la corruption d'agents publics étrangers. En 2010, les peines ont été alourdies; elles peuvent désormais atteindre 10 ans d'emprisonnement et 1,1 million de dollars australiens d'amende (10 000 unités d'amende). La peine maximale encourue par une personne morale a également été relevée. Les tribunaux ont une large compétence et répriment aussi bien les actes de corruption commis sur le territoire national que ceux commis à l'étranger par des citoyens, des résidents et des entreprises australiens. En outre, la définition d'"agent public étranger" englobe les agents désignés par la loi ou la coutume. La détection d'infractions de corruption d'agents publics étrangers est facilitée par la loi de 2006 sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (Anti-Money Laundering and Counter-Terrorism Financing Act).

Bien que la corruption passive par des agents publics étrangers n'ait pas été érigée en infraction pénale en Australie, la législation prévoit des échanges d'éléments de preuve avec les gouvernements concernés de sorte que des poursuites puissent être engagées au niveau national.

Le nombre d'affaires de corruption d'agents publics étrangers ayant donné lieu à des procédures pénales reste limité. L'Australie a souligné que la lutte contre cette forme de corruption était une priorité des services de détection et de répression, et des consultations avec le secteur privé ont confirmé que celle-ci avait bénéficié récemment d'une attention accrue. Il a été pris note de cette évolution encourageante et les progrès réalisés en la matière seront analysés plus en détail dans le cadre d'un futur examen multilatéral.

Si la loi sur la corruption d'agents publics étrangers incrimine de nombreuses formes de versements effectués au profit d'agents publics étrangers, elle ménage une exception pour les paiements de facilitation destinés à accélérer ou à garantir la réalisation d'actes officiels courants par un agent public, un parti politique ou un responsable de parti politique étrangers. La principale loi sur la corruption interne ne prévoit pas, quant à elle, une telle exception. Bien que l'exigence d'une culpabilité appropriée pour établir une infraction pénale soit fondamentale dans le système juridique australien et soit, en outre, l'un des éléments constitutifs de l'infraction visée au paragraphe 1 de l'article 16 de la Convention ("*commis intentionnellement*"), il a été noté que la Convention ne faisait mention d'aucune exception pour les paiements de facilitation. En conséquence, l'Australie devrait envisager de poursuivre l'examen de ses politiques et de son approche concernant ces paiements afin de les combattre efficacement. Elle a indiqué que la question des paiements de facilitation était à l'examen.

La loi de 1995 portant Code pénal (Criminal Code Act), ou Code pénal, est conforme aux dispositions de la Convention des Nations Unies contre la corruption relatives au trafic d'influence, qui couvre aussi bien le fait d'accomplir un acte que de s'abstenir de l'accomplir.

La loi de 2001 sur les sociétés (Australian Corporations Act) ne mentionne aucune infraction spécifique ayant trait directement à la corruption dans le secteur privé,

même si certaines de ses dispositions pourraient s'appliquer. L'Australie a indiqué que les entreprises devaient avoir des lignes directrices pour prévenir et signaler les infractions, sans quoi elles risquaient de voir leur responsabilité engagée pour des actes de corruption commis par des employés. La loi sur les sociétés contient des dispositions de principe concernant les infractions qui visent à prévenir les comportements irréguliers des sociétés en général plutôt que des infractions spécifiques telles que la corruption et le blanchiment d'argent.

Blanchiment du produit du crime; recel (articles 23 et 24)

Les principales dispositions incriminant le blanchiment du produit du crime sont contenues à la Division 400 du Code pénal. L'Australie possède un régime solide pour détecter et décourager le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme. Son cadre juridique comprend la loi de 2006 sur la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme, qui établit des obligations que le centre de rapport et d'analyse concernant les transactions (Australian Transaction Reports and Analysis Centre – AUSTRAC) est chargé de faire respecter.

En 2010, l'Australie a modifié les dispositions de sa législation relative aux infractions de blanchiment d'argent pour les rendre encore plus efficaces et en étendre le champ d'application territorial. Ces infractions comprennent des éléments d'intention, de témérité et de négligence qui vont au-delà des exigences minimum de l'article 23 de la Convention. Les peines vont jusqu'à 25 ans d'emprisonnement et le tribunal peut également infliger une amende allant jusqu'à 1,65 million de dollars pour les personnes physiques et 8,25 millions de dollars pour les personnes morales.

En outre, le champ d'application des infractions de blanchiment d'argent couvre aussi bien le produit du crime (à savoir l'argent ou les biens provenant directement ou indirectement de la commission d'une infraction majeure (infraction punie d'une peine de prison de plus de 12 mois) que les instruments du crime (à savoir l'argent ou les biens utilisés pour commettre une infraction majeure ou faciliter la commission d'une telle infraction). Qui plus est, il couvre le produit d'infractions majeures commises aussi bien en Australie qu'à l'étranger. Pour engager des poursuites pour blanchiment d'argent, il n'est pas nécessaire que l'infraction principale ou sous-jacente ait donné lieu à une condamnation.

Toutes les "infractions majeures", c'est-à-dire les infractions passibles d'une peine d'au moins 12 mois d'emprisonnement, sont considérées comme des infractions principales. Il a été noté que l'éventail des infractions majeures au niveau national comprenait les infractions visées par la Convention.

Soustraction; abus de fonctions; enrichissement illicite (articles 17, 19, 20 et 22)

La loi de 1997 sur la gestion et la responsabilité financières (Financial Management and Accountability Act) et la loi de 1997 sur les autorités et les sociétés australiennes (Authorities and Companies Act, CAC Act) prévoient des sanctions pénales en cas d'abus de biens publics par des agents publics. S'agissant des autorités australiennes, le CAC Act prévoit aussi des sanctions pénales pour les agents qui n'agissent pas de bonne foi ou qui abusent de leur position ou des informations dont ils disposent au détriment de l'autorité. Le Code pénal décrit de façon détaillée des infractions concernant de manière plus générale l'administration

de l'État, notamment le fait, pour des agents publics, de voler, d'obtenir un bien ou un avantage financier en usant de la tromperie, de faire de fausses déclarations sur des documents officiels et de faire preuve de malhonnêteté en général.

S'agissant de l'abus de fonctions, le Code pénal interdit un très grand nombre d'actes, notamment le fait, pour un agent, d'agir illicitement dans l'intention d'obtenir un avantage de manière malhonnête, pour lui-même ou pour un tiers, ou de causer un préjudice à un tiers de manière malhonnête. Dans certains cas, cette infraction peut recouvrir des actes commis intentionnellement ou téméairement, ce qui va au-delà des exigences minimales de la Convention.

Il a été envisagé de créer une infraction d'enrichissement illicite dans la loi de 2010 portant modification du Code pénal (infractions graves et criminalité organisée) (Crimes Legislation Amendment (Serious and Organised Crime) Act) pour les cas d'enrichissement inexplicé. L'Australie est parvenue à la conclusion qu'il serait inopportun de mettre en place une telle infraction pénale car cela risquerait de porter atteinte à la présomption d'innocence. Néanmoins, en vertu de la loi de 2002 sur le produit du crime (Proceeds of Crime Act, POCA), la richesse inexplicée peut être saisie et confisquée dans le cadre de procédures civiles. S'il y a des motifs raisonnables de soupçonner que la valeur totale des avoirs d'une personne dépasse la valeur des avoirs acquis licitement, le tribunal peut obliger cette personne à prouver que ces avoirs ne sont pas le produit d'une infraction à une loi australienne, d'une infraction majeure commise à l'étranger ni d'une infraction à la législation des États ayant une portée fédérale. Le tribunal peut prendre une décision demandant à cette personne de reverser la partie des avoirs dont elle n'a pas pu prouver l'acquisition légitime. Cette approche novatrice visant à répondre par des voies non pénales aux préoccupations liées à la richesse inexplicée et à l'enrichissement illicite a été particulièrement remarquée. Étant donné que ces dispositions sont mises en œuvre alors que des protections importantes sont accordées au défendeur dans le système juridique australien, il sera intéressant d'en examiner l'efficacité lors des examens futurs.

S'agissant de la soustraction dans le secteur privé, la section 596 de la loi de 2001 sur les sociétés (Corporations Act) érige en infraction pénale la fraude commise par les employés d'une entreprise.

Entrave au bon fonctionnement de la justice (article 25)

Le Code pénal interdit l'entrave au bon fonctionnement de la justice, y compris l'intimidation ou la corruption des témoins, l'incitation à de faux témoignages, le fait de tromper un témoin ou d'empêcher sa présence à l'audience, d'altérer ou de détruire des preuves et de tenter d'entraver le cours de la justice. Ces mesures vont au-delà des exigences minimales de la Convention.

Responsabilité des personnes morales (article 26)

La loi sur les infractions (Crimes Act) dispose que la législation australienne relative aux infractions majeures s'applique aux personnes morales comme aux personnes physiques, à moins qu'une intention différente n'ait été exprimée. Cette disposition a pour effet que les personnes morales peuvent être poursuivies pour de nombreuses infractions et elle a une incidence sur les peines, y compris les

sanctions pénales, civiles et administratives, qui peuvent être imposées à une entreprise.

Participation et tentative (article 27)

La partie 2.4 du Code pénal étend la responsabilité pénale à la fourniture d'une assistance, d'une aide ou de conseils ou à la provocation en vue de la commission d'une infraction, à la commission conjointe d'une infraction, à la commission d'une infraction par personne interposée, à l'incitation et à la conspiration en vue de la commission d'une infraction. Une personne qui tente de commettre une infraction peut être punie comme si l'infraction avait été commise. Conformément à la section 11.5 du Code pénal, une personne qui s'entend avec un tiers pour commettre une infraction est sanctionnée dès lors qu'au moins un acte manifeste (qui peut être destiné à préparer la commission de l'infraction) s'est produit.

Poursuites judiciaires, jugement et sanctions; coopération avec les services de détection et de répression (articles 30 et 37)

L'Australie a mis en place de lourdes sanctions pénales, civiles et administratives pour punir les actes de corruption, et les tribunaux doivent tenir compte des circonstances de l'infraction pour déterminer la peine appropriée. L'exemption de responsabilité pénale de la Couronne ne s'applique pas aux fonctionnaires. Le Ministère public australien est chargé des poursuites concernant les infractions aux lois australiennes.

L'approche de l'Australie selon laquelle aucun individu n'est à l'abri de poursuites pour corruption, pas même les parlementaires, mérite d'être signalée, même si du fait de certaines restrictions concernant les preuves, les déclarations faites devant le Parlement ne peuvent être produites lors de poursuites pénales ultérieures.

S'agissant de la libération conditionnelle, bien qu'il n'y ait aucune ligne de conduite écrite exigeant du Ministre de la justice qu'il tienne compte de certains facteurs lorsqu'il statue en la matière, l'Australie a indiqué que la nature et les circonstances de l'infraction étaient prises en compte.

Le chef d'un organisme peut suspendre de ses fonctions un agent public australien suspecté d'avoir violé le code de conduite, si cela est dans l'intérêt général ou dans l'intérêt de l'organisme. Si l'employé a enfreint le code de conduite, il peut être renvoyé. En outre, la loi électorale australienne de 1918 (Commonwealth Electoral Act) interdit aux personnes qui ont été condamnées pour corruption de siéger au Parlement pendant deux ans à compter de la date de leur condamnation. La Constitution interdit également l'exercice d'une telle fonction à toutes les personnes qui sont condamnées pour une infraction majeure; cependant, celles-ci peuvent se présenter une fois qu'elles ont purgé leur peine.

Les personnes ayant un casier judiciaire ou reconnues coupables d'une infraction pénale ne sont pas automatiquement exclues de la fonction publique australienne, mais ces éléments peuvent entrer en ligne de compte dans une décision d'embauche.

S'agissant de la coopération avec les services de détection et de répression, le Ministère public australien peut donner à une personne l'assurance écrite qu'elle ne sera pas poursuivie en justice, sous réserve des conditions prévues par la politique australienne en matière de poursuites. Pour déterminer la peine qu'il convient

d'infliger à une personne déclarée coupable, les tribunaux doivent tenir compte de son degré de coopération avec les services de détection et de répression.

*Protection des témoins et des personnes qui communiquent des informations
(articles 32 et 33)*

Les mécanismes australiens destinés à protéger les personnes qui fournissent des preuves dans le cadre de procédures judiciaires ne font pas de distinction entre les victimes et les témoins. La loi de 1994 sur la protection des témoins (Witness Protection Act) et le programme national de protection des témoins accordent protection et assistance aux témoins considérés comme étant en danger du fait de l'assistance qu'ils ont fournie aux services de détection et de répression.

En outre, la loi sur la protection des témoins permet à un tribunal de conduire ses délibérations à huis clos et d'empêcher la publication des preuves fournies. Le Code pénal autorise le tribunal à rendre des ordonnances pour protéger les témoins, leur identité et leur famille.

S'agissant de la protection des personnes qui communiquent des informations, la loi de 1999 sur la fonction publique (Public Service Act) et la loi de 1999 sur les institutions parlementaires (Parliamentary Service Act) interdisent à quiconque de brimer ou de soumettre à un traitement discriminatoire un agent de la fonction publique ou du Parlement au motif qu'il a signalé des violations (ou des violations présumées) des codes de conduite applicables. Conformément à l'article 2.4 du règlement de 1999 sur la fonction publique (Public Service Regulations), le chef d'un organisme public doit mettre en place des procédures pour examiner les informations communiquées par un agent public en vertu de la loi sur la fonction publique.

L'Australie a indiqué qu'un projet de loi était en cours d'élaboration en vue de la mise en place, au niveau national, d'un mécanisme détaillé de protection des fonctionnaires qui communiquent des informations et a en outre noté que des moyens d'accélérer l'accès des travailleurs du secteur privé à de telles protections, prévues dans la partie 9.4AAA de la loi sur les sociétés, étaient également examinés. Ces évolutions positives ont été saluées.

Gel, saisie et confiscation; secret bancaire (articles 31 et 40)

La loi sur le produit du crime (POCA) établit un mécanisme civil de saisie et de confiscation du produit et des instruments des infractions majeures commises en Australie ou à l'étranger ou qui concernent l'Australie. Ce mécanisme prévoit notamment:

- La confiscation du produit et des instruments d'une infraction majeure dont une personne a été reconnue coupable en Australie;
- Un processus ne reposant pas sur une déclaration de culpabilité si le tribunal a la conviction: a) qu'une personne a commis une infraction grave ou b) que les biens sont le produit d'une infraction majeure ou l'instrument d'une infraction grave;
- Des sanctions pécuniaires obligeant une personne à verser un montant égal au bénéfice tiré de la commission d'une infraction;

- Des mesures relatives au produit littéraire de l'exploitation commerciale de notoriété; et
- Des mesures relatives à la richesse inexpliquée.

La loi sur le produit du crime autorise la confiscation des instruments des infractions, y compris en l'absence de déclaration de culpabilité, et prévoit des moyens d'identifier et de localiser les biens, notamment des interrogatoires, des mesures ordonnant la production de documents ou la surveillance de comptes bancaires ainsi que des mécanismes de gel et de saisie des biens. Les parties peuvent demander que les biens qu'elles ont acquis légalement ne soient pas gelés ni saisis. Conformément à la loi de 1959 sur le système bancaire (Banking Act) et à la loi sur le produit du crime, le secret bancaire n'entrave pas les enquêtes de la police fédérale.

Prescription; antécédents judiciaires (articles 29 et 41)

En vertu de la section 15B de la loi sur les infractions, des poursuites peuvent être engagées à tout moment si la peine maximale encourue est une peine de prison de plus de six mois. Des poursuites peuvent être engagées à tout moment à l'encontre d'une personne morale si la peine maximale encourue est une amende de plus de 150 unités. Dans tous les autres cas, des poursuites doivent être engagées dans l'année qui suit la commission de l'infraction.

Les tribunaux australiens tiennent compte des condamnations similaires prononcées ailleurs lorsqu'ils fixent la peine d'une personne coupable d'une infraction.

Compétence (article 42)

Pour ce qui est de la majeure partie des infractions de corruption, les tribunaux australiens ont compétence pour connaître des actes commis totalement ou en partie sur le territoire national ainsi que des actes commis à l'étranger par des ressortissants, des résidents et des personnes morales australiens. Le champ d'application de l'infraction de blanchiment d'argent couvre par exemple les actes commis en Australie, le produit ou les instruments d'infractions majeures, les agissements de citoyens, résidents et personnes morales, ainsi que les infractions accessoires liées à des infractions principales commises en Australie.

Conséquences d'actes de corruption; réparation du préjudice (articles 34 et 35)

L'Australie a mis en place des mesures pour lutter contre la corruption, notamment des sanctions pénales, civiles et administratives. En outre, son système juridique permet à des personnes physiques ou morales de demander, dans le cadre de procédures civiles, des dommages et intérêts pour les torts découlant notamment d'un acte dommageable ou de la violation d'un contrat ou d'un principe de *common law*. Par ailleurs, l'Australie s'efforce d'imposer de lourdes sanctions aux agents publics impliqués dans des affaires de corruption, y compris la confiscation éventuelle de la contribution du secteur public à leur fonds de pension s'ils sont condamnés.

Autorités spécialisées et coordination interinstitutions (articles 36, 38 et 39)

L'Australie a une approche interinstitutions de la corruption qui associe de nombreux organismes australiens. Il a été pris note du processus en cours visant à élaborer un plan d'action national global de lutte contre la corruption.

L'Australie dispose d'un système efficace de coordination et d'échange de renseignements entre les institutions de lutte contre la corruption. La Commission pour l'intégrité des agents de détection et de répression (ACLEI), institution chef de file en matière de lutte contre la corruption qui a été créée récemment, a adopté une approche énergique pour lutter contre le problème en amont. Cette institution et les autres institutions compétentes sont présentées en détail ci-après.

Commission australienne pour l'intégrité des agents de détection et de répression (ACLEI): En 2006, la loi intitulée *Law Enforcement Integrity Commissioner Act 2006* (LEIC Act) a porté création d'un nouveau poste indépendant de commissaire pour l'intégrité, appuyé par l'ACLEI. Le Commissaire pour l'intégrité est compétent pour enquêter sur les activités de la Police fédérale australienne, de la Commission australienne de la criminalité et, depuis le 1^{er} janvier 2011, du service australien des douanes et de protection des frontières. Le LEIC Act contient des mesures destinées à préserver l'intégrité de l'ACLEI et à protéger celle-ci de toute ingérence politique.

Police fédérale australienne (AFP): Les organismes australiens sont tenus de renvoyer à l'AFP toutes les affaires graves et complexes de fraude et de corruption concernant l'Australie.

Commission australienne de la criminalité (ACC): L'ACC, organisme national de renseignement en matière pénale, est doté de capacités d'enquête uniques. Elle mène des opérations et des enquêtes spéciales sur les principales menaces et la criminalité organisée en Australie.

Commission australienne de la fonction publique (APSC): Parmi les fonctions du Commissaire à la fonction publique figure la promotion des valeurs et du code de conduite de l'APSC. Le Commissaire peut enquêter sur des allégations de violation dudit code de conduite par des chefs d'organismes et soumettre ses conclusions au ministre compétent ou, pour les chefs de certains organismes, à des responsables parlementaires. Le Commissaire est également tenu d'évaluer le caractère approprié des systèmes pour ce qui est de garantir le respect du code de conduite. Le Commissaire à la fonction publique et le Commissaire à la protection du mérite peuvent dans certaines circonstances enquêter sur des dénonciations.

Le Médiateur (Commonwealth Ombudsman): Le Médiateur est indépendant et impartial. Il joue un rôle important, avec les tribunaux judiciaires et administratifs, dans l'examen des décisions administratives prises par le Gouvernement.

Le secteur privé australien est régi par un cadre réglementaire solide qui encourage la coopération entre le secteur privé et les services de détection et de répression compétents, notamment pour ce qui est de signaler les activités suspectes au Centre australien de notification et d'analyse des transactions (AUSTRAC).

Succès et bonnes pratiques

De manière générale, il peut être fait état des succès et des bonnes pratiques ci-après en ce qui concerne l'application du chapitre III de la Convention:

- L'infraction de corruption d'agents publics étrangers a un large champ d'application qui couvre tant les actes commis en Australie que ceux commis par des citoyens, des résidents et des entreprises à l'étranger.
- L'expression "agent public étranger" inclut les agents désignés par la loi ou la coutume.
- Les infractions de blanchiment d'argent comprennent des éléments d'intention, de témérité et de négligence, ce qui va au-delà des exigences minimales de l'article 23.
- En Australie, aucun individu n'est à l'abri de poursuites pour des affaires de corruption, pas même les parlementaires.
- L'Australie a élaboré et développé un régime fédéral de confiscation ne reposant pas sur une déclaration de culpabilité.
- L'Australie a pris des mesures pour garantir l'imposition de lourdes sanctions aux agents publics impliqués dans des affaires de corruption, y compris la confiscation éventuelle de la contribution du secteur public à leur fonds de pension s'ils sont déclarés coupables.

Difficultés rencontrées et recommandations

Les initiatives suivantes pourraient renforcer encore les mesures de lutte contre la corruption existantes:

- Poursuivre le réexamen périodique des politiques et des approches adoptées en matière de paiements de facilitation, afin de combattre efficacement ce phénomène, et continuer à inciter les entreprises à interdire ou décourager le recours à ce type de paiements, y compris dans leurs programmes ou mesures de contrôle interne, de déontologie et de mise en conformité.
- Envisager d'adopter une ligne de conduite écrite sur la libération conditionnelle, qui présenterait les facteurs à prendre en compte.
- Adopter et appliquer la législation en cours d'examen visant à mettre en place un mécanisme global de protection des fonctionnaires qui communiquent des informations et accélérer l'accès aux protections existantes des travailleurs du secteur privé qui communiquent des informations.
- Poursuivre le processus consultatif visant à mettre au point un plan d'action national global de lutte contre la corruption, qui comprendra un examen des moyens d'améliorer l'efficacité des systèmes de lutte existants.

Coopération internationale (chapitre IV)

2.2.1. Principales conclusions et observations

Extradition; transfèrement des personnes condamnées; transfert des procédures pénales (articles 44, 45 et 47)

L'extradition est principalement régie par la loi de 1988 consacrée à ce thème (Extradition Act). Le règlement de 2005 sur l'extradition (Extradition (Convention against Corruption) Regulations) accroît la capacité de l'Australie de présenter aux États parties des demandes relatives aux infractions prévues par la Convention et de recevoir de telles demandes de leur part. Malgré l'absence de difficultés majeures concernant l'extradition depuis et vers l'Australie, la loi portant amendement de la législation relative à l'extradition et à l'entraide judiciaire en matière pénale (Extradition and Mutual Assistance in Criminal Matters Legislation Amendment Bill), adoptée le 29 février 2012, apportera au processus actuel d'extradition un certain nombre de modifications qui permettront de le rationaliser et de le moderniser.

L'Australie ne subordonne pas l'extradition à l'existence d'un traité bilatéral et considère la Convention comme la base de la coopération en la matière avec les autres États parties. Le pays est partie à plusieurs conventions multilatérales traitant de l'extradition et il a 38 traités d'extradition en vigueur. En l'absence de traité d'extradition bilatéral, l'Australie peut recevoir des demandes d'extradition, pour autant que le pays requérant soit déclaré "pays d'extradition" dans les règlements adoptés en vertu de la loi sur l'extradition. À ce jour, 31 pays ont été déclarés "pays d'extradition" à ce titre.

La double incrimination, condition préalable à l'extradition à partir de l'Australie, est déterminée en fonction du motif de la demande d'extradition. L'infraction pour laquelle l'extradition est demandée doit être passible d'au moins 12 mois de prison, à moins qu'il n'en soit convenu autrement dans un traité. Si l'extradition est demandée pour des infractions qui ne sont pas des "infractions passibles d'extradition", une extradition accessoire peut être organisée si la personne a accepté l'extradition.

La plupart des relations établies pour l'extradition le sont sur la base d'une "absence de preuves". Le pays requérant doit fournir des documents certifiés conformes, tels qu'une déclaration relative à l'infraction et à la peine applicable, un mandat d'arrêt ou des preuves de la déclaration de culpabilité ou de la peine, ainsi qu'une déclaration indiquant l'acte présumé constitutif de l'infraction. Un dossier complet n'est pas nécessaire.

L'extradition doit être refusée, entre autres, en cas d'infraction politique ou militaire non considérée par ailleurs comme une infraction en vertu du droit pénal ordinaire australien. Une demande ne peut être rejetée au motif que l'infraction touche à des questions fiscales.

Une personne condamnée peut demander à purger sa peine dans son pays d'origine dans le cadre du mécanisme de transfèrement international des détenus (International Transfer of Prisoners Scheme). Ce mécanisme repose sur le consentement et permet aux Australiens détenus à l'étranger et aux ressortissants étrangers détenus en Australie de purger le reste de leur peine dans leur pays d'origine, sous réserve que certaines conditions soient réunies. L'Australie est

actuellement en mesure de procéder à des transfèrements avec plus de 60 pays dans le cadre de la Convention sur le transfèrement des personnes condamnées du Conseil de l'Europe et de plusieurs traités bilatéraux.

Une procédure régulière est observée à tous les stades de l'examen d'une demande d'extradition. De plus, la loi sur l'extradition soumet le processus d'extradition à toute une série de garanties relatives aux droits de l'homme.

L'Australie ne transfère pas les procédures pénales. Dans les cas de compétences concurrentes, elle est aussi bien en mesure d'extrader une personne que d'assurer l'entraide judiciaire.

Entraide judiciaire (article 46)

L'Australie est partie à de nombreux accords bilatéraux et multilatéraux d'entraide judiciaire. La loi de 1987 relative à l'entraide judiciaire en matière pénale (MACMA) lui permet d'accorder aux autres pays la plus grande assistance juridique possible dans le cadre des enquêtes, des poursuites et des procédures judiciaires concernant des infractions prévues par la Convention. Le règlement de 2005 sur l'entraide judiciaire en matière pénale (Mutual Assistance in Criminal Matters (Convention against Corruption)) accroît la capacité de l'Australie de présenter des demandes d'entraide judiciaire aux États parties à la Convention et de recevoir de telles demandes de leur part.

Le Ministère australien de la justice (AGD) est l'autorité centrale pour l'entraide judiciaire en matière pénale. Les demandes étrangères sont transmises à la police fédérale pour être exécutées.

La double incrimination est un motif facultatif de rejet d'une demande d'entraide judiciaire. Le Ministre de la justice peut tenir compte des circonstances de l'espèce, y compris de la Convention, pour décider de satisfaire ou non une demande. Le secret bancaire n'est pas un motif de rejet d'une demande. Une demande doit être rejetée si son acceptation devait porter atteinte à la souveraineté, à la sécurité ou à l'intérêt national de l'Australie ou aux intérêts fondamentaux d'un État ou d'un territoire. De même, une demande doit être rejetée si elle a été formulée en vue de poursuivre, punir ou léser d'une autre manière une personne en raison de sa race, de son sexe, de sa religion, de sa nationalité ou de ses opinions politiques.

L'assistance internationale de l'Australie comprend le recueil de témoignages, l'identification de témoins, la production de documents, l'exécution de mandats de perquisition, la communication d'informations découlant des enquêtes menées au niveau national ainsi que la localisation, la saisie et la confiscation du produit du crime.

Les informations en matière pénale peuvent être communiquées de façon informelle, sans que des demandes officielles soient nécessaires. L'exercice de pouvoirs coercitifs, tels que l'exécution d'un mandat de perquisition, doit faire l'objet d'une demande officielle. Les responsables australiens feront droit à la demande d'un pays étranger de préserver la confidentialité des informations, sauf s'ils sont tenus de divulguer cette demande dans l'exercice de leurs fonctions ou si le Ministre de la justice autorise cette divulgation.

En droit australien, un simple suspect ne peut être contraint de déposer; cependant, dans ce cas, l'Australie communique avec le pays requérant pour lui fournir les informations nécessaires.

Le droit australien est conforme aux normes énoncées au paragraphe 27 de l'article 46 de la Convention concernant l'immunité.

Aucune information reçue par l'Australie d'un pays étranger aux fins d'une procédure ou d'une enquête ne doit être utilisée à quelque autre fin que ce soit sans l'approbation du Ministre de la justice. Dans la pratique, l'Australie sollicite le consentement du pays étranger avant de demander au Ministre d'approuver une telle utilisation.

Le Ministère de la justice entretient des contacts avec les services nationaux de détection et de répression lorsqu'il traite les demandes d'entraide judiciaire. Toutes les demandes en cours sont suivies au moyen d'une base de données électronique d'excellente qualité.

Généralement, l'Australie prend à sa charge les frais ordinaires et raisonnables liés à l'exécution d'une demande, à moins qu'il n'en soit disposé autrement dans les accords bilatéraux ou multilatéraux pertinents.

Coopération entre les services de détection et de répression; enquêtes conjointes; techniques d'enquête spéciales (articles 48, 49 et 50)

Pour renforcer la coopération internationale, l'Australie dispose d'un vaste réseau de liaison avec les services de détection et de répression. La police fédérale joue un rôle clef dans cette coopération, grâce à la planification opérationnelle et à l'échange d'informations. Son réseau d'attachés de liaison (International Liaison Officer Network) a des bureaux dans 29 pays. Il appuie la coopération bilatérale et multilatérale et coopère étroitement avec d'autres partenaires dans le cadre de la Conférence des chefs de police des États membres de l'ASEAN, des Chefs des services de police des îles du Pacifique, d'INTERPOL, de la Conférence des Bureaux centraux nationaux, du forum des chefs des services de police de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande (Australia and New Zealand Police Commissioners Forum), d'Europol et du Groupe Asie/Pacifique sur le blanchiment de capitaux. La police fédérale a conclu des accords d'échange d'informations avec les forces de police de chaque État et territoire australien, ainsi qu'avec les services de détection et de répression aux niveaux fédéral et des États.

La police fédérale est dotée de vastes pouvoirs pour lutter contre les infractions graves, y compris la corruption, ainsi que pour mener des opérations d'infiltration et de surveillance.

2.2.2. Succès et bonnes pratiques

De manière générale, il peut être fait état des succès et des bonnes pratiques ci-après en ce qui concerne l'application du chapitre IV de la Convention:

- Remarquables mesures de coopération prises aux niveaux national et international par la Police fédérale australienne, dont l'expérience et la compétence en matière de détection et de conduite des enquêtes concernant la corruption pourraient faciliter encore plus la tâche de ses partenaires étrangers.

- Existence d'un large éventail de méthodes d'enquête pour lutter contre la corruption en Australie.
- Grande qualité des bases de données pour le suivi des questions relatives à l'extradition et à l'entraide judiciaire.

2.2.3. Difficultés rencontrées et recommandations

L'initiative suivante pourrait renforcer encore les mesures de lutte contre la corruption existantes:

- Poursuivre le réexamen périodique des politiques et mécanismes juridiques pour assurer la plus grande entraide judiciaire possible, y compris le recueil des déclarations des suspects ou des accusés, dans le cadre d'enquêtes, de poursuites et de procédures judiciaires.

BESOINS D'ASSISTANCE TECHNIQUE

L'Australie n'a identifié aucun besoin d'assistance technique à ce jour.
